

RHÔNE

LE DÉPARTEMENT

Établissements Maréchal (Vénissieux)

fabrication de toile cirée et PVC

1906-1975

62 J 1-68

Sophie DADOLE, Didier JAMBOU, Pierre MORILLOT, Tristan PASQUALINI

étudiants du master 2 « Métier des archives » de l'Université Lyon 3

sous la direction de Marion DUVIGNEAU, conservateur

2013

ARCHIVES

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Fiche descriptive du fonds	4
Répertoire numérique détaillé	8
Constitution de l'affaire	8
Assemblées générales	8
Domaines	8
Patentes et taxes foncières	9
Études et fabrications	9
Commandes et marchés	10
Correspondance	11
Extraordinaire de guerre	11
Index	13

## INTRODUCTION

Les Établissements Maréchal ont, pendant presque un siècle, occupé en France une position industrielle importante. Du début des années 1870, lors de la naissance de l'entreprise familiale spécialisée dans la fabrication de toiles cirées, jusqu'à sa dissolution et son absorption en 1964, en passant par les années 1920 qui ont vu les productions se diversifier et des firmes analogues entrer dans son giron, l'entreprise Maréchal a connu un développement représentatif de celui des industries des revêtements de surface de l'époque. Ainsi, le fonds des Établissements Maréchal, déposé aux Archives départementales du Rhône en 1985, fournit des archives particulièrement passionnantes pour le chercheur en histoire industrielle, plus encore pour le chercheur spécialisé dans l'histoire de l'industrie chimique, et probablement tout autant pour l'historien des années 1930, celles qui ont conduit au second conflit mondial.

Les échanges de titres montrent à quel point les rachats et les ventes des industries de la chimie ont été légion durant une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle. Les actes notariés relatifs à l'acquisition de terrains, les contrats passés pour la construction de voies de chemin de fer ainsi que les nombreux plans des bâtiments d'usine soulignent l'accroissement rapide de l'entreprise, tout comme l'état des commandes et les marchés obtenus durant les années 1920 et 1930. D'autres archives remarquables permettent de comprendre les procédés de fabrication, tels les protocoles de conception, les échantillons de tissus et les cahiers des charges. Les commandes du ministère de la Guerre, en cas de mobilisation à la fin des années 1920, montrent à quel point la guerre à venir était pensée et même anticipée. Il convient également de prendre la mesure des archives produites au lendemain du conflit. Les inventaires des réquisitions des autorités françaises, allemandes ou plus tard de celles des Forces Françaises de l'Intérieur, les rapports d'expertise sur les dégâts engendrés par les bombardements alliés, ainsi que les règlements des sinistres de guerre, apportent des informations particulièrement appréciables sur le parcours d'une entreprise industrielle stratégique au cours de cette période.

Les archives des Établissements Maréchal ne sont, pour autant, pas toutes présentes dans ce fonds. Il n'est fait aucunement mention, par exemple, des dossiers du personnel ou encore des archives en rapport avec des mouvements sociaux. De tels documents ont certainement été transmis aux entreprises qui ont succédé aux Établissements Maréchal.

Cet instrument de recherche, qui suit le classement du fonds, vingt-huit ans après le dépôt original, entend offrir au chercheur de nouvelles sources éclairant l'histoire industrielle du XX<sup>e</sup> siècle.

## FICHE DESCRIPTIVE DU FONDS

### Identification

#### *Référence*

FR AD 69/62 J

#### *Intitulé / analyse*

Établissements Maréchal

#### *Dates*

1906-1975

#### *Niveau de description*

Fonds.

#### *Importance matérielle et support de l'unité de description*

2 mètres linéaires.

### Contexte

#### *Nom du producteur*

Établissements Maréchal.

#### *Histoire administrative*

En 1874, Eugène Maréchal crée à Vénissieux une entreprise en nom collectif : la Société Eugène Maréchal & fils. Le fondateur associe à la direction ses deux fils, Henri et Alexandre, qui prennent sa succession en 1905. La raison sociale a connu deux modifications, en 1899 et en 1924, lorsque l'entreprise devient une société anonyme. Elle porte alors le nom d'« Établissements Maréchal SA ».

Jusqu'en 1940, les usines Maréchal fabriquent surtout des toiles cirées. Dès 1923, Henri Maréchal se soucie de maîtriser entièrement la branche de la toile cirée, en constituant un vaste complexe industriel. Le site de Saint-Priest produit ainsi des filés et des tissus à destination de l'usine de Vénissieux, qui reste, elle, spécialisée dans la production de toiles cirées. Le succès des toiles vénissiennes est tel qu'elles sont exportées dans le monde entier : en Allemagne, au Portugal, en Tripolitaine, en Grèce, en Bulgarie et en Turquie. Des dépôts sont alors constitués à Turin, Londres, Vienne, Le Caire, Casablanca et en Hollande. Toutefois, dès cette époque, le directeur de la société, Henri Maréchal, entend diversifier les activités de sa firme. Le site de Vénissieux se met à produire des colorants, des vernis et des tissus suédés. Surtout, Maréchal se tourne vers le similicuir. Il fait construire une usine à Solaize qui fabrique des tissus de nitrocellulose, ennoblis par le site de Vénissieux qui produit du similicuir de marque Buflex.

Au cours de cette période, l'activité de l'entreprise semble stimulée par les commandes de l'armée. Il est possible que l'entreprise ait engrangé ces premiers contrats durant la première guerre mondiale. Quoi qu'il en soit, le ministère de la Guerre contacte Maréchal au début des

années 1930. Les échanges s'intensifient au cours de la décennie, tandis que la perspective d'un conflit avec l'Allemagne se dessine. L'industriel doit, en outre, fournir un tissu huilé de qualité qui permette la fabrication d'un masque à gaz performant (appareil A.R.S.).

Profitant de cette croissance économique, la société anonyme Maréchal prend le contrôle de trois sociétés au début des années 1930. La banque Oustric, nouvel actionnaire majoritaire, lui aurait inspiré cette politique d'expansion. En 1932, le groupe prend le contrôle de la Société Zapon (fibres vulcanisées, tissus enduits, suédés, cirés, gomme et vernis) puis, la même année, la Compagnie continentale du Pégamoïd (papiers, enduits, toiles cirées, papiers peints lavables) et enfin, en 1933, la Société nouvelle des Établissements Torrilhon (caoutchouc). Par ailleurs, Henri Maréchal multiplie ses participations dans divers conseils d'administration dont ceux de la Société Stabilimento San Giorgio (Italie), de la Sociedad General de Hales (Espagne) et de la Société Granitol (Tchécoslovaquie). Notons qu'en 1930, Paul Lederlin, le directeur des Blanchisseries et Teintureries de Thaon (BTT), géant français de l'ennoblissement des toiles de coton, rachète les parts de la banque Oustric pour éviter le krach de cette dernière. Les Établissements Maréchal deviennent donc propriété de la BTT, qui devient « Société Gillet Thaon » en 1932. Une étude ultérieure devrait mettre en évidence l'incidence de cette prise de contrôle sur la stratégie du groupe Maréchal.

Le second conflit mondial marque une rupture. L'effondrement du marché de la toile cirée contraint le groupe à se tourner vers de nouveaux produits. Il s'oriente désormais vers l'enduction PVC et le calandrage PVC. Dès la fin de 1946, l'usine de Vénissieux produit les premières feuilles PVC livrées en France. En 1955, la production de PVC dépasse celle de la toile cirée. Cette dernière n'est plus produite à partir de 1965.

En 1960, les Établissements Maréchal SA sont rachetés par la société « La Cellophane » du groupe Caltex. Quatre ans plus tard, cette dernière cède au groupe Solvay les Établissements Maréchal qui prennent alors le nom de « Griffine-Maréchal ». Par la suite, Solvay confie cette dernière à sa filiale Vénilia. Or, en 2009, la société Veninov absorbe la filiale Vénilia. Les usines Maréchal appartiennent alors au groupe Veninov. La même année, ce dernier est absorbé par l'Allemand Alkor Venilia GmbH. Au sein de ce dernier groupe, l'entité de Vénissieux n'est qu'une simple succursale. Dans le cadre d'une procédure secondaire d'insolvabilité de liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de Nanterre le 8 juillet 2011, des licenciements ont lieu au sein du groupe Alkor Vénilia. C'est le cas pour tous les employés du site de Vénissieux et pour d'autres sites en France. Selon les notes d'un expert de Conseil Management & Audit, le groupe aurait été en situation de cessation de paiement depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2010. Ces mêmes notes accusent Alkor Vénilia de malversations financières. En 2012, le tribunal de Nanterre entérine finalement le projet de rachat de la société Alkor Vénilia par l'entreprise autrichienne Windhager. Mais au moment de la rédaction de cette notice, en février 2013, et malgré la mobilisation des salariés, le site de Vénissieux n'a toujours pas repris son activité.

### *Historique de la conservation*

Les Établissements Seghers et Maréchal puis la société Griffine-Maréchal S.A. ont constitué et conservé le fonds d'archives jusqu'à son dépôt aux Archives départementales du Rhône, le 4 juillet 1985.

### *Modalités d'entrée*

Dépôt de la société Griffine-Maréchal S.A. aux Archives départementales du Rhône, 1985 (fonds).

## **Contenu et structure**

### *Présentation*

Les archives produites par les Établissements Maréchal ont connu un sort inégal. D'une part, le fonds 62 J comprend surtout des dossiers opérationnels. Ils témoignent du savoir-faire de l'entreprise, qui lui est propre. Par contre, une grande partie des documents fonctionnels, dont les dossiers du personnel, a disparu ou n'a pas été déposée. D'autre part, les documents déposés portent essentiellement sur la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

### *Élimination, tri et sort final*

Étant donné que le fonds représente un faible métrage linéaire et que les documents conservés sont, pour la plupart, relatifs aux opérations spécifiques des Établissements Maréchal et présentent ainsi un intérêt historique notable, l'élimination a été de faible envergure. Elle n'a porté que sur des doublons.

Nous avons fait le choix d'éliminer un dossier « risques terrestres de guerre », puisqu'il ne présentait aucun intérêt historique, dans la mesure où les documents le constituant apparaissaient inexploitable, voire même sans rapport avec l'intitulé.

### *Accroissement*

Le fonds est clos. En effet, les rachats successifs des Établissements Maréchal ont engendré des transferts de propriété des archives. Ainsi, si tant est qu'il subsiste des archives historiques autres que le fonds 62 J, elles constituent désormais un fonds distinct.

### *Mode de classement*

Le classement, dans son organisation, s'est inspiré du plan de classement proposé par Bertrand Gille en 1958. Celui-ci s'adapte bien au fonctionnement des grandes entreprises françaises telles qu'elles existent jusqu'aux années 1950. Elles sont dotées d'une direction centralisée, comprenant une direction générale qui se subdivise en plusieurs services (comptabilité, bureau d'études, commandes et marchés, correspondance, fabrication etc.). Néanmoins, le présent plan de classement s'est aussi soucié de prendre en compte la spécificité des fonds produits par les entreprises Maréchal. En outre, une partie intitulée « Extraordinaire de guerre » a été créée afin de regrouper les nombreux papiers liés aux dommages et aux réquisitions de guerre.

Concernant les dossiers, le fonds avait déjà fait l'objet d'un pré classement par l'entreprise elle-même. Pour préserver la logique de classement du producteur, nous avons en très grande partie conservé les dossiers déjà constitués.

Deux dossiers de petite taille présentant les Établissements Maréchal ont été rassemblés en un seul sous la cote 62 J 7 ; leur séparation n'avait a priori pas de sens et ce regroupement permet au lecteur de bénéficier d'une clarté supérieure dans ce type de recherche. Le choix a été fait de scinder un dossier en deux.

Nous avons retiré d'un dossier concernant des acquisitions de terrain (que l'on retrouve sous la cote 62 J 10), des archives concernant des commandes militaires en cas de mobilisation. Ce dossier porte désormais la cote 62 J 37 et appartient à la catégorie « Commandes et Marchés ».

## **Conditions d'accès et d'utilisation**

### *Conditions d'accès*

D'après le contrat de dépôt du 4 juillet 1985, les documents sont librement communicables.

## **Reproductions**

Le contrat de dépôt ne prévoit pas de restriction particulière quant à la reproduction.

## **Langue et écriture des documents**

Les documents sont en français.

## **Sources complémentaires**

### *Archives départementales du Rhône*

4 M Sup 12 Associations : (...) Caisse de solidarité des établissements Maréchal, usine de Vénissieux (1937).

5 M Etcl 137, 144, 253 ; 994 W 580 ; 995 W 89, 117, 153, 175 ; 1716 W 6 :

Établissements classés. - Société « La Cellophane », anc. Établissements Maréchal, anc. Maréchal et Husson, anc. Maréchal et Seghers (ou Seighers) : usines Est et Sud-Ouest à Vénissieux<sup>1</sup> (objets en plastique, anc. fabrication de toiles cirées et vernies).

5 M Etcl 1454, 214, 253, 265, 310 ; 995 W 175 ; 2319 W 10 :

Établissements classés. - Société Griffine-Maréchal, anc. Société « La Cellophane », Établissements Maréchal, anc. S.A. des Verres Spéciaux (M. Camille Boutier) : usine Nord à Vénissieux<sup>2</sup> (objets en plastiques, anc. fabrication de vernis), anc. verrerie.

130 W 6 Dommages de guerre et reconstitution immédiate des entreprises industrielles (1944-1946) : (...) Maréchal.

318 W 82-83 Dommages de guerre. – Établissements Maréchal S.A. (rue Eugène Maréchal, Vénissieux) : rapports d'expertise, états descriptifs, dossier de reconstitution, plans (1940-1965).

888 W 51 Comité départemental des habitations à loyer modéré, Office HLM de Villeurbanne : (...) Groupe Henri Maréchal (s.d.).

904 W 43 Construction d'établissements scolaires, d'équipements culturels et sportifs. – (...) Vénissieux, aménagement d'un terrain de sports sur un terrain des Établissements Maréchal (1971).

975 W 81 Associations : (...) Club omnisports « La Cellophane » (1965-1968).

2644 W 4 Établissements classés. - Société Griffine-Maréchal : dépôt de matériaux en PVC3.

3522 W 78 Direction départementale de l'équipement, lotissements. – (...) Saint-Priest – Société « La Cellophane » (1964).

3958 W 75 Défense passive. – Vénissieux (23 au 30 mars 1944) : fiches de renseignements (but, durée, nombre de bombes, effets), rapports, états des dégâts industriels, états des immeubles

---

<sup>1</sup> Rue Carnot (1952), avenue Pierre Sépard (1956), puis 6 rue Eugène Maréchal à Vénissieux.

<sup>2</sup> 3 rue Eugène Maréchal à Vénissieux.

<sup>3</sup> 6 rue Ravier à Lyon.

sinistrés ou détruits, avis de la mairie de Vénissieux, états des bombes à retardement, compte rendu de visite, liste des morts et des blessés, notes, carte, plans, photographies (mars-mai 1944).

4049 W 67 Direction départementale de l'équipement, lotissements. – (...) Vénissieux – Établissements Maréchal (1969-1972).

4049 W 177 Direction départementale de l'équipement, lotissements. – (...) Rillieux-la-Pape – Société « La Cellophane » (1973-1974).

### **Bibliographie**

DANTON, V., « Un village du Bas-Dauphiné dans la banlieue de Lyon : Saint-Priest », dans *Les Études rhodaniennes*, 1930, p. 51-60.

FERRY, Claude, *La Blanchisserie et Teinturerie de Thaon (1872-1914)*, Nancy, PUN, 1992, 304 p.

HOURS, J., « Sérézin-du-Rhône. Notes sur le développement d'une banlieue », dans *Les Études rhodaniennes*, p. 71-75.

LAFERRÈRE, Michel, « La concentration industrielle lyonnaise. 1. Saint-Fons », dans *Revue de géographie de Lyon*, 1961, p. 179-187.

PERRET, J., « Dans la banlieue industrielle de Lyon : Vaulx-en-Velin », dans *Les Études rhodaniennes*, 1937, p. 23-33.

MICHEL, Jean-Marie, *Contribution à l'histoire industrielle des polymères en France*, Société chimique de France, avril 2012, [consulté le 12/01/2013] :

<http://www.societechimiquedefrance.fr/fr/documentations-scientifiques/contribution-a-l-histoire-industrielle-des-polymeres-en-france-par-jean-marie-michel>

ROBERT (François), *Les archives d'entreprises en Rhône-Alpes aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Oullins, Imprimerie Bosc Frères, 1993, p. 344.

VIDELIER, Philippe, « Problèmes de fiabilité des recensements : exemple de Vénissieux entre les deux guerres », dans *Population*, 1983, p. 598-605.

VIDELIER, Philippe, « De la toile cirée au PVC. Une industrie de la banlieue lyonnaise : les établissements Maréchal à Vénissieux », dans *Le Monde Alpin et rhodanien*, n° 3-4, 1987, p. 193-207.

Expert de la Société CM&A, « Note d'expertise », 9 septembre 2011 [consulté le 14/01/2013]. [http://www.blogandregerin.fr/documents/110915\\_veninov.pdf](http://www.blogandregerin.fr/documents/110915_veninov.pdf).

### **Notes**

Tous les dossiers relevant de la deuxième guerre mondiale ne se trouvent pas dans la catégorie « Extraordinaire de guerre », les commandes de guerre sont classées dans la partie « Commandes et marchés ».



## **Contexte de la description**

### *Notes de l'archiviste*

La description archivistique a été constituée par Sophie DADOLE, Didier JAMBOU, Pierre MORILLOT et Tristan PASQUALINI.

### *Règles ou conventions*

Le présent instrument respecte la norme ISAD (G).

### *Date de la description*

Instrument de recherche établi le 14 février 2013.

## RÉPERTOIRE

### 62 J 1-7 Constitution de l'affaire

1930-1975

- 62 J 1 Actes de la société. Réglementation : statuts déposés (1930, 1932, 1933, 1935, 1955), 1930-1955
- 62 J 2-6 Actionnaires. Échanges de titres : reçus d'acquisition d'actions, bordereaux numériques des actions, répertoires de carnets de souches, convocation pour assemblée générale extraordinaire, correspondance, 1932-1948
- 2 Société anonyme française Zapon, 1932.
- 3 Société auxiliaire du Rhône et Société Maréchal, 1935-1939.
- 4 Société lyonnaise des Dépôts et Société Maréchal, 1935-1939.
- 5 Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie et Société Maréchal, 1935-1936, 1939.
- 6 Société lyonnaise de Dépôts, CFAT, Société auxiliaire du Rhône, 1938-1939, 1948.
- 62 J 7 Historique de la société. Usine de Vénissieux, présentation : extrait de journal, projet pour une présentation historique, régime social de l'entreprise, échantillon de toile cirée, note de service, renseignements généraux, présentation sommaire, communiqué de presse, correspondance, 1958-1975

### 62 J 8-9 Assemblées générales

1930-1960

- 62 J 8 Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, imprimés : bilans et comptes de résultats, rapports des commissaires aux comptes, rapports du conseil d'administration, résolutions, 1930-1960
- 62 J 9 Assemblée générale, préparation : convocation, bilans et comptes de résultats, rapports de commissaires aux comptes, liste des actionnaires, 1941-1943

### 62 J 10-15 Domaines

1923-1972

- 62 J 10-11 Terrains, acquisitions, échanges, ventes, délimitations : plans, actes notariés, correspondance, convention de servitude, autorisations, 1923-1972
- 10 Communes, particuliers, entreprises mitoyennes : Mme Maret (1923-1931), autres contractants (1930), Compagnie P.L.M. (1933-1935), commune de Vénissieux (1948), Association diocésaine de Grenoble (1959-1961), La Cellophane (1959-1963), M. et Mme Joly (1959-1962), M. James Cusin (1959), Société d'Électrochimie d'Ugine (1960-1965), Entreprise Derobert (1961-1962), Les Caves Nîmoises (1963-1964), M. et Mme Filliat (1963-1964), passage de la canalisation du gaz de Lacq à Saint-Priest (1960), dépôt aérien de solvants de Vénissieux (1972), 1923-1972.
- 11 Gouvernement militaire de Lyon, Atelier de construction, 1924, 1927-1929.

- 62 J 12-13 Bâtiments industriels
  - 12 Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, création d'un embranchement de chemin de fer : contrat, correspondance, 1930-1935
  - 13 Usine de Vénissieux : plans, s.d.
- 62 J 14-15 Immobilisations : inventaires du matériel et des bâtiments, 1939-1965
  - 14 Établissements Torrilhon, 1939-1942.
  - 15 La Cellophane, 1960-1965.

**62 J 16-27 Patentes et taxes foncières**

**1926-1963**

- 62 J 16- 24 Estimations annuelles pour patentes : tableaux, 1926-1963
  - 16-22 Vénissieux, 1926-1963
    - 16 1926
    - 17 1933, 1942-1945
    - 18 1947-1950
    - 19 1952-1954
    - 20 1954-1958
    - 21 1959-1960
    - 22 1963
  - 23 Saint-Priest, 1935-1938.
  - 24 Vénissieux, Saint-Priest, Sérézin, 1942-1954.
- 62 J 25-27 Vénissieux, prélèvements : avertissements, 1935-1965
  - 62 J 25 1935-1936, 1937-1938, 1939-1958
  - 62 J 26 1952-1959
  - 62 J 27 1965

**62 J 28-31 Études et fabrications**

**1930-1952**

- 62 J 28 Laboratoire central, expérimentations ; analyses : cahier des charges des matières premières, tests, examens, consignes, 1930, s.d.
- 62 J 29 Formules teinturerie : produits Buflex, colorants au soufre, papier cuir, s.d.
- 62 J 30 Toiles huilées pour masques et tissus caoutchoutés, essais ; analyses : échantillons de tissus, procès-verbaux, cahier des charges, tableaux, correspondance, 1937-1949
- 62 J 31 Syndicat des filateurs du sud de la France, conception : protocoles, 1952

**62 J 32-49 Commandes et marchés**

**1906-1940**

- 62 J 32 Société générale de Force et Lumière : contrats, 1906-1933
- 62 J 33-35 Ministère de la Guerre, direction des fabrications d'armement, atelier de construction de Puteaux. Appareil A.R.S.<sup>4</sup> : tableaux, cahiers des charges, essais techniques, commandes, bordereaux d'envoi, 1926-1939
  - 33 Opérations de réception : instructions, 1926-1939.
  - 34 Tables de construction de l'appareil A.R.S. et de la caisse d'emballage, 1928-1939.

---

<sup>4</sup> A.R.S. : « appareil de respiration simplifiée ».

- 35 Tissu huilé pour fabrication de l'appareil A.R.S. (Saint-Priest), vernis violet et toile kaki (Vénissieux), 1935-1939.
- 62 J 36 Société Zapon, Ruegger et Boutet, exportations : cahier des charges des nitrocotons, états des commandes et tarifs des Buflex, Buflor, Buflin, papier-cuir, 1929-1930
- 62 J 37-43 Forges nationales de la Chaussade<sup>5</sup>, 1933-1939.
- 37-42 Marine nationale : marchés de gré à gré, bordereaux d'expédition, avis d'expédition, accusés de commandes, factures, avoirs, commandes, notes internes, croquis technique, état des prêts d'outillage, notifications de l'approbation d'un marché, 1933-1936.
- 37 Mobilisation : marchés 60-33, 201-34, 77-33, 85-33, 16-35, 1933-1935.
- 38 Tambour de treuil pour mines : marché 60-33, 1933-1936.
- 39 Tambour de treuil : marché 201-34, 1934-1936.
- 40 Pièces détachées : marché 75-34, 1934-1935.
- 41 Pièces détachées : marché 85-35, 1935-1936.
- 42 *Dashpots*<sup>6</sup> : marché 16-35.
- 43 Inspection des Forges : demandes de prix, 1939.
- 62 J 44 Filatures vosgiennes, section des Forges, Direction des Fabrications d'Armement, Atelier de Fabrication de Saint-Priest, Société des Ateliers Baysellance & Munié, Société d'études de Défense Passive et d'Abris, Établissements Guy, Le Joint Métalloplastique Français, commandes : notifications, avis de commandes, états des objets commandés et sous-commandés, notes, prévisions de productions, 1935-1940
- 62 J 45 Matières premières, tissus, huiles, teintures, caisses d'emballage, approvisionnement : notes, essais techniques, avis de commandes, 1938-1939
- 62 J 46-48 Direction des Forges de Lyon<sup>7</sup>, 1938-1940
- 46 Sac de transport modèle 1937 : table de constructions, instructions sur les opérations de réception, 1938.
- 47 Prévisions de livraisons : tableaux de production, 1938-1940.
- 48 Marché de toile de coton, livraison : contrat, comptabilité, correspondance, 1939-1940.
- 62 J 49 Expédition de la production vers des entreprises sous-traitantes : demandes, attestation, 1939-1940

## 62 J 50-59 Correspondance

1928-1958

- 62 J 50-58 Répertoire de commandes et marchés, factures, bons de commande, accusés de réception, contrats, signatures de marchés, enquêtes, questionnaires, fiches d'usines, fiches de renseignements, extraits de la matrice cadastrale, notes manuscrites, extrait d'acte de naissance, plans, correspondance, 1928-1958
- 50 Compagnie générale des Eaux de Lyon, 1928-1930.
- 51 Baysellance et Munié, 1933-1939.
- 52-54 Inspection des Forges, 1934-1942.
- 52 1934

<sup>5</sup> Les Forges nationales de la Chaussade sont l'un des fournisseurs de la Marine nationale.

<sup>6</sup> Il s'agit d'un régulateur assurant la liaison entre deux organes mécaniques et ayant une fonction d'amortisseur.

<sup>7</sup> La direction des Forges de Lyon est l'un des services de la direction des Fabrications d'armement, au sein du ministère de la Défense nationale et de la Guerre.

53	1934-1939
54	1939-1942
55-56	Intendance militaire de Lyon, 1936-1958.
55	1936-1939
56	1946-1958
57	CNRS, 1939.
58	Armée de l'Air, 1951-1957.
62 J 59	Mobilisation industrielle, obtentions des marchés de guerre : procédures, inventaire de la correspondance, 1930-1939

## 62 J 60-68 Extraordinaire de guerre

1944-1955

62 J 60-61	Réquisitions, 1944-1948
60	Inventaire et recherches des réquisitions faites par la Milice patriotique à l'usine de Vénissieux : recommandé, liste des requis pendant l'Occupation, note de service, correspondance, 1944-1947
61	Règlement des réquisitions des Forces Françaises de l'Intérieur : comptabilité générale, liste des manquants à la suite de l'occupation de l'usine de Vénissieux, recommandés, demandes de renseignements, déclarations, facture, marche à suivre pour le règlement des réquisitions de carburant, état nominatif, correspondance, 1944-1948
62 J 62-68	Sinistres, 1944-1955
62 J 62-63	Site de Saint-Priest, 1944-1946
62	Usine, reconstruction : attestations de sinistres, description sommaire des reconstitutions demandées, rapports d'expertises professionnelles ; règlement de sinistres et estimations préalables des pillages par les troupes allemandes, des bombardements alliés, d'un incendie : exposé des circonstances du sinistre, état estimatif des marchandises volées, récapitulatifs généraux, plans, exposés des causes du sinistre, états estimatifs des dommages immobiliers, 1944.
63	Véhicules dérobés par l'armée allemande : demandes d'indemnités, attestations de propriété, 1944-1946.
62 J 64-68	Site de Vénissieux, 1944-1955
64-67	Usine, 1944-1949.
64	Règlements de sinistres et estimations préalables des pertes dues aux bombardements : état des pertes « marchandises », plans, récapitulatif général des pertes, exposé des conditions du sinistre, descriptif du matériel détruit ou endommagé, 1944.
65	Expertise : rapports d'expertise immobilière, plans, tableaux, rapports d'expertise machines et outillage, 1944-1946.
66	Reconstruction : état des destructions, avis de travaux de réparation, 1944-1949.
67	Travaux de déblaiement : convention avec les Ponts et Chaussées, factures, bordereaux récapitulatifs des dépenses et commandes, feuilles d'attachements des journées d'ouvriers, 1944-1949.
68	Habitations : rapports, évaluations d'indemnités, devis, factures, 1944-1949, 1955.

## INDEX

Appareil de respiration simplifiée : 62 J 33-35  
Armée de l' Air : 62 J 58  
assemblées générales : 62 J 8 -9  
Association diocésaine de Grenoble : 62 J 10  
Atelier de construction de Puteaux : 62 J 33-35  
Buflex : 62 J 29, 62 J 36  
Buflin : 62 J 36  
Buflor : 62 J 36  
CNRS<sup>8</sup> : 62 J 57  
Compagnie générale des Eaux de Lyon : 62 J 50  
Compagnie Paris-Lyon-Marseille : 62 J 10, 62 J 12  
Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie : 62 J 5-6  
Dashpots : 62 J 42  
Direction des Forges de Lyon : 62 J 46-48  
Entreprise Derobert : 62 J 10  
Établissements Guy : 62 J 44  
Établissements Torrilhon : 62 J 14  
Forges nationales de la Chaussade : 62 J 37-43  
exportation : 62 J 36  
FFI : 62 J 61  
Inspection des Forges : 62 J 43, 62 J 52-54  
Intendance militaire de Lyon : 62 J 55-56  
Joint métalloplastique français (Le) : 62 J 44  
Cellophane (La) : 62 J 10, 62 J 15  
Caves nîmoises (Les) : 62 J 10  
Milice patriotique : 62 J 60  
mobilisation : 62 J 37, 62 J 59  
reconstruction : 62 J 62, 62 J 66  
Ruegger et Boutet : 62 J 36  
Statuts : 62 J 1  
Société auxiliaire du Rhône : 62 J 3, 62 J 6  
Société d'électrochimie d'Ugine : 62 J 10  
Société des ateliers Baysselance & Munié : 62 J 44, 62 J 51  
Société générale de Force et Lumière : 62 J 32  
Société lyonnaise des dépôts : 62 J 4, 62 J 6  
Société Zapon : 62 J 2, 62 J 36  
Syndicat des filateurs du Sud de la France : 62 J 31

---

<sup>8</sup> Centre national de la recherche scientifique.